Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 132 (1987)
Heft: 10

Artikel: Tour d'horizon
Autor: Chouet, Jean-Jacques
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-344800

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 12.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Tour d'horizon

par le brigadier Jean-Jacques Chouet

Terminée, la guerre du Tchad? Le colonel Kadhafi l'a affirmé le 14 septembre, et c'était peut-être un peu vite dit. Mais toujours est-il que, point final ou point d'orgue, un épisode s'est achevé sur un équilibre qui pourrait être contraignant pour les deux parties.

On se rappelle les faits: au printemps, l'armée tchadienne se retrouvait en possession de tous les points vitaux situés entre le 16e parallèle et la bande d'Aouzou dont N'Djamena et Tripoli se disputent la souveraineté. Après une longue pause, les troupes d'Hissène Habré s'emparaient le 8 août de la localité même d'Aouzou par un habile coup de main concentrique. Kadhafi ne pouvait manquer de réagir à cette atteinte à ce qu'il considère comme une partie du territoire libyen. Par une série de contre-attaques, ses forces parvinrent à se réinstaller, fin août, à Aouzou, et l'on put alors constater que les Libyens, à l'exemple de leurs adversaires, avaient misé sur les véhicules tout-terrain armés en antichar et, d'autre part, engagé leurs unités d'élite de préférence à la Légion islamique, fanatique mais moins solide, précédemment chargée de propulser la «libération». Hissène Habré n'était pas résigné pour autant à la défensive. Le 5 septembre, après avoir, à leurs dires, intercepté une colonne libyenne qui se préparait à attaquer Ounianga-Kébir – sur la piste menant à Faya-Largeau –, quelque 2000 Tchadiens fonçaient en territoire libyen sur la puissante base aérienne de Maaten-es-Sarra où ils semaient la pagaille avant de se replier. Dans les conditions logistiques qui prévalent au Tchad, on peut douter qu'un tel raid, sur 300 km, ait été totalement improvisé. Quoi qu'il en soit, Kadhafi devait se rendre à l'évidence: son sanctuaire n'en était plus un. Et comme, deux jours plus tard, l'un de ses bombardiers se faisait descendre sur N'Djamena par un *Hawk* français, il devait constater en outre que, toute embarrassée qu'elle fût par les initiatives d'Hissène Habré, la France n'en remplissait pas moins scrupuleusement ses engagements militaires à son égard. Le colonel libyen trop heureux d'avoir récupéré ses «frontières internationales», et le président tchadien invité par Paris à ne plus jouer les matamores, on comprend dès lors que l'Organisation de l'unité africaine ait pu, le 11 septembre, faire accepter un cessez-le-feu. Les conditions politiques et militaires étaient réunies. Mais les données de l'équilibre peuvent changer. Et surtout, la bande d'Aouzou, à la faveur de la détermination des Tchadiens, est redevenue et reste objet de litige.

*

* *

A l'est de Suez, les deux guerres de Sept Ans (et plus) ne perdent en

revanche rien de leur intensité, tant s'en faut. En Afghanistan, après les durs combats livrés en juin autour de Kandahar dont les Soviétiques n'ont pas réussi à déloger leurs adversaires, l'allure générale du conflit ne s'est pas sensiblement modifiée. Les patriotes afghans n'ont pas relâché leur agressivité, à preuve que, le mois dernier, la guérilla s'intensifiait encore autour de Kaboul où l'ambassade d'URSS n'est elle-même pas à l'abri des tirs de roquettes. Les Soviétiques, qui ne semblent plus avoir beaucoup d'illusions sur les aptitudes de leurs collaborateurs indigènes, gardent bien leurs bases et leurs voies de communication; ils s'efforcent toujours d'asphyxier la résistance en détruisant son support civil; ils cherchent à la miner de l'intérieur et lancent leurs troupes spéciales dans des raids ponctuels d'une efficacité certaine.

Il y a cependant du nouveau sur le plan matériel et tactique. Si les appuis qu'ils reçoivent de l'extérieur restent extrêmement parcimonieux, les Afghans – outre les prises à l'ennemi qui fournissent encore le plus gros de leur armement – ont cependant obtenu, notamment, des missiles sol-air américains portatifs *Stinger* en nombre suffisant pour que toutes les formations alliées dans la guérilla en disposent désormais. Grâce à quoi les pertes des Soviétiques en hélicoptères et en avions de combat et surtout de transport ont augmenté, au point d'obliger l'envahisseur non seulement à mener avec plus de prudence et à mieux couvrir des opérations aériennes qui se déroulaient naguère sans histoire, mais encore à rendre aux appuis de feu au sol, et notamment à l'artillerie, une importance qu'ils avaient perdue. On n'en imaginera pas pour autant que les Mudjahiddines sont délivrés de la hantise de l'assaut aérien; mais il est certain que le combat terrestre se présente pour eux dans des conditions plus favorables. La question est de savoir si, ayant poursuivi contre toute espérance un combat que les théoriciens condamnaient à terme, les patriotes afghans supporteront l'usure de leur soutien civil assez longtemps pour que le monde libre leur rende enfin ce qu'il leur doit.

*
* *

En dépit de son extension maritime, le conflit irano-irakien garde, par la nature des buts de guerre respectifs comme par celle des plus lourdes opérations, le caractère d'un affrontement aéro-terrestre. C'est ainsi que l'offensive lancée fin juin par les Iraniens dans les montagnes du Kurdistan, au nord-nord-est de Kirkouk, a donné lieu à des combats particulièrement durs. Au début de juillet, le 1er corps d'armée irakien avait réussi à rétablir la situation, mais il lui avait fallu pour cela le renfort de la garde blindée du président Saddam Hussein, une formation d'élite qui intervient en contre-attaque là où les choses tournent mal. Constant dans ses concep-

tions, Téhéran est alors revenu sur ce front aux escarmouches qui suffisent à fixer l'adversaire, réveillant, d'autre part, au début de septembre, dans le cadre de la «guerre des villes», l'action de son artillerie sur Bassorah qui s'était repeuplée après la grande bataille du printemps dernier. Pour l'heure, cette préparation n'a pas débouché sur une nouvelle offensive dans un secteur où les Iraniens avaient laissé au début de l'année quelques dizaines de milliers de morts sur le terrain.

Vrai est-il que l'évolution de la situation dans le golfe Persique et alentour amène probablement l'Iran à réserver à cette région les possibilités modestes de son aviation de combat, et à compter de plus en plus sur ses vedettes rapides, sur ses hélicoptères, voire sur ses fusées chinoises *Silkworm* implantées sur le détroit d'Ormouz, le tout étant servi par les Gardiens de la Révolution, pour renverser cette situation à son avantage. Cependant, ce sont les bonnes vieilles mines marines qui ont, cet été, causé le plus d'ennuis aux convois pétroliers sous escorte militaire, alors même que les attaques rituelles sur les terminaux et sur les «importants objectifs navals» gagnaient en fréquence.

Le 24 juillet, l'une de ces mines sautait sous le pétrolier koweitien *Bridgeton* battant pavillon américain et dûment escorté – c'était la première fois – par les soins de l'US Navy. La jubilation des ayatollahs fut grande, mais brève. Car cet incident humiliant incita les Etats-Unis, qui paient aujourd'hui leur sous-estimation du rôle des dragueurs et chasseurs de mines, à rameuter leurs rares moyens spécialisés: une poignée de dragueurs anciens et une autre d'hélicoptères *Sea Stallion* incapables d'opérer de nuit. Mais surtout, il amena la Grande-Bretagne et l'Italie, après la France, à prendre conscience de leurs responsabilités. Les moyens antimines des Européens étant plus nombreux et plus modernes que ceux des Américains, la sécurité de la navigation commerciale devrait, à terme, s'améliorer dans le golfe. D'ores et déjà, d'autres convois ont pu naviguer sans être inquiétés et, le 21 septembre, un bateau iranien qui mouillait des mines dans les eaux internationales au large de Bahrein a été mis à mal et immobilisé de nuit par un hélicoptère de la marine américaine.

Si les belligérants peuvent donc intensifier encore les opérations qui les opposent directement sur mer comme sur terre, ils doivent désormais prendre garde aux réactions des marines qui couvrent la navigation neutre. On a d'ailleurs pu constater que, en dépit des menaces qu'elle profère sans relâche, la République islamique, en particulier, ne s'était pas lancée, jusqu'à la fin de septembre, dans des entreprises susceptibles d'attirer sur ses bases les représailles dont les Occidentaux ont maintenant réuni les moyens. Et puis, si l'URSS souhaite manifestement que les Etats-Unis réduisent leur présence militaire de

part et d'autre du détroit d'Ormouz, les ayatollahs doivent avoir des raisons de douter du désintéressement de l'aide que les Soviétiques pourraient éventuellement leur apporter. Ceux-ci, à leur habitude, gardent deux fers au feu: ils restent les meilleurs fournisseurs d'armes de l'Irak, mais, sur le plan économique, ils travaillent aussi à rendre l'Iran plus dépendant de leurs contrats. Ce qui, pour Téhéran, est à la fois profitable et inquiétant.

*

* *

La circonspection avec laquelle le Kremlin manœuvre actuellement sur l'échiquier du Moyen-Orient – et l'on n'oubliera pas, à cet égard, l'importance qu'il attache à son pion syrien, maître effectif du Liban et portier de la Méditerranée orientale – peut devoir aussi quelque chose au souci de ne pas mettre les Etats-Unis sur les pattes de derrière en un temps où se mènent, concernant les armements nucléaires, des tractations dont M. Gorbatchev attend beaucoup.

En juillet dernier, les Soviétiques se résignaient à accepter que la suppression des missiles de portée intermédiaire concerne non seulement l'Europe, mais aussi l'Extrême-Orient sibérien et son vis-à-vis américain. En revanche, ils insistaient toujours pour que les malheureux 72 *Pershing 1 A* de 750 km de portée, de corps allemand et de tête nucléaire américaine, soient compris dans un marchandage auquel Bonn n'avait pas part. Bon prince, le chancelier Kohl a déclaré, le 16 août, que ces engins ne seraient pas modernisés, et donc voués à la ferraille en 1992 si, entre-temps, Moscou et Washington s'entendaient pour éliminer tous leurs missiles de moyenne et courte portée. Dès lors, les deux Grands pouvaient arriver à un «accord de principe» que leurs ministres des Affaires étrangères ont conclu le 18 septembre, mais dont il faut bien dire que, concrètement, il ne règle encore rien. Car, de l'aveu même des intéressés, il reste à résoudre de sérieux problèmes pratiques. Or ceux-ci ne sont pas minces. Il faut encore s'entendre sur le calendrier de l'élimination des engins intermédiaires de moyenne et courte portée (entre 500 et 5000 km), les Russes étant moins pressés que les Américains; et il faut surtout mettre au point les procédures de vérification et d'inspection, problème capital vers la solution duquel il ne semble pas que l'on ait beaucoup progressé, à la différence de ce qui se passe dans le domaine des armes chimiques où les Soviétiques ont admis, en août, le principe de l'idée américaine de l'inspection obligatoire «par défi», l'Etat mis en cause ne pouvant refuser les investigations demandées par l'autre partie. Quant à la réduction de moitié des armements nucléaires intercontinentaux, qui représente le gros morceau des moyens de destruction massive, c'est encore une autre affaire.

Cet accord «double zéro» que MM. Gorbatchev et Reagan pourraient signer avant la fin de l'année a eu l'aval des alliés européens, non sans

réserves et sans appréhension. Car, sur notre continent, on voit bien, premièrement, que l'option «double zéro» n'annihile pas la menace de destruction massive; deuxièmement, que cette option aura surtout pour effet de délivrer l'URSS du risque de tirs nucléaires «intermédiaires» sur son propre territoire, raison pour laquelle Londres et Paris n'entendent pas se dessaisir de leurs moyens de dissuasion; troisièmement, que l'accord russo-américain laissera subsister la supériorité des Soviétiques en matière d'armes nucléaires «de théâtre» capables de ravager notamment l'Allemagne occidentale; quatrièmement, que tout cela aboutira à rendre aux armements classiques, domaine dans lequel les Soviétiques disposent, en nombre et en disponibilité, sinon en qualité, d'une supériorité évidente, toute leur valeur et toute leur signification stratégique. C'est bien pourquoi Londres et Bonn ont d'ores et déjà mis les Européens en garde contre les «faux espoirs» que pourraient susciter les négociations soviéto-américaines.

*

* *

Toutes raisons pour lesquelles se réveillent les projets de défense européenne. Après avoir lancé, voici quelques mois, le projet d'une brigade franco-allemande, le chancelier Kohl disserte avec le président Mitterrand, et à leur initiative commune, de la création d'un Conseil de défense franco-allemand qui pourrait être ouvert aux autres alliés européens. Une entreprise dont on perçoit bien le sens symbolique, mais dont l'utilité ne saute pas aux yeux. Car la République fédérale ne songe pas à soustraire ses forces à un commandement OTAN dont dépend sa sécurité; et le vrai problème franco-allemand reste donc celui de la coopération entre les moyens dont dispose ce commandement et ceux que la France se réserve d'engager en toute indépendance.

Le projet franco-allemand a été annoncé à l'issue des manœuvres communes *Moineau Hardi* qui se sont déroulées en Bavière à la fin de septembre, et auxquelles 20 000 soldats de la Force d'action rapide française ont pris part. Plus que la marche des discussions sur le Conseil de défense, ce sont les enseignements de cette expérience d'intervention que l'on a hâte de connaître.

J.-J. C.